



# Fonds Mondial de la Diaspora (FMD) World Diaspora Fund (WDF) Concept paper

Draft 2.1 for discussion

15 mars 2010

Auteurs : Eric ADJA, Jean POUIT

## I - Contexte et objectifs

Les transferts des migrants représentent 300 milliards de USD annuellement mais l'essentiel des ces montants concernent une assistance à court terme (voire d'urgence) dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'éducation (frais de scolarité). Une part minoritaire de ces fonds contribue directement au développement de l'activité économique par la construction d'une habitation pour préparer le retour au pays après la vie active ou le financement d'une activité génératrice de revenus.

L'épargne des migrants reste souvent dans les établissements du Nord alors que la perception du risque concernant l'investissement dans un pays du Sud est très différente entre un migrant et le reste de la population. Les migrants connaissent mieux que les autres les opportunités que recèle leur pays d'origine et les retours sur investissement sont bien supérieurs dans le Sud pour qui sait maîtriser les risques spécifiques à l'environnement.

Dans ce contexte, les migrants sont les meilleurs vecteurs d'investissement dans leur pays mais ils souhaitent avant tout aider leur famille sans les placer dans un cercle de dépendance financière et d'assistanat. Il existe aussi une préférence à contribuer au profit du pays pauvre d'origine plutôt que celui du pays riche d'accueil et la Microfinance a permis de créer ce lien entre l'investisseur du Nord (qu'il soit migrant ou non) et les micro-entrepreneurs du Sud.

La Microfinance est devenue une activité rentable qui contrôle non seulement sa performance financière mais aussi sociale, pour légitimer sa mission de lutte contre la pauvreté. Cela passe par une série d'indicateurs de performance récemment mis en place sur le Microfinance Information eXchange et une plus grande transparence sur les taux d'intérêts.

Les deux tiers des fonds internationaux Microfinance viennent d'Europe (l'autre tiers des USA) mais aucun grand fonds n'est initié par les migrants qui représentent pourtant 10% de la population active des pays développés, malgré des initiatives individuelles souvent avortées.

En offrant un placement sécurisé, qui résiste mieux aux crises conjoncturelles, avec un risque réparti comparable à celui du crédit à la consommation, la Microfinance attire aujourd'hui des investisseurs de moins en moins philanthropiques, ce qui permettra à terme de mobiliser tous les fonds nécessaires à la réduction de la pauvreté (qui touche plus d'un milliard d'habitants), et plus généralement au développement du Sud. La Microfinance sert déjà 100 millions de bénéficiaires et a besoin de mobiliser des fonds au Nord pour donner aux entrepreneurs du Sud les moyens de se développer.

## 1.1 Diaspora Bonds

Les migrants de la diaspora sont considérés aujourd'hui comme des investisseurs privilégiés pour le développement de leur pays d'origine et l'Inde et Israël ont été les premiers à bénéficier de cette nouvelle source de financement du développement à grande échelle (35 à 40 milliards de USD pour ces 2 pays).

Pour l'Afrique subsaharienne, une étude de la Banque Mondiale évalue que l'épargne des 5 millions d'Africains vivant dans l'OCDE (sur les 16 millions émigrés) représente un potentiel de 28,5 milliards mobilisables par les diaspora bonds.

Mais certaines diasporas sont disséminées et peu de gouvernements des pays les moins avancés ont les moyens d'attirer cette manne financière, ne serait ce que par la défiance des citoyens émigrés vis-à-vis des organisations étatiques de leur pays d'origine.

	Emigrant stock		Emigrant stock 2000 as % of pop.	Governance
	High-Skilled 2000	High-Skilled 2000 as % of pop.		
1 Philippines	1,126,260	1.49	2.22	-0.52
2 India	1,037,626	0.1	0.17	0.09
3 Mexico	922,964	0.94	6.56	-0.48
4 China	816,824	0.06	0.13	-0.47
5 Vietnam	506,449	0.64	1.61	-0.45
6 Poland	449,059	1.16	2.94	0.32
7 Iran, Islamic Rep.	308,754	0.48	0.83	-0.76
8 Jamaica	291,166	11.24	26.3	-0.55
9 Russian Federation	289,090	0.2	0.39	-0.84
10 Ukraine	246,218	0.5	1.51	-0.6
11 Colombia	233,536	0.55	1.33	-0.71
12 Pakistan	222,372	0.16	0.42	-0.81
13 Romania	176,393	0.79	2.51	-0.29
14 Turkey	174,043	0.26	2.92	0.07
15 Brazil	168,308	0.1	0.22	-0.41

	Emigrant stock		Emigrant stock 2000 as % of pop.	Governance
	High-Skilled 2000	High-Skilled 2000 as % of pop.		
16 South Africa	168,083	0.38	0.61	0.19
17 Peru	163,750	0.63	1.35	-0.77
18 Dominican Republic	155,176	1.88	7.08	-0.66
19 Egypt, Arab Rep.	149,432	0.22	0.38	0.02
20 Serbia and Montenegro	148,229	1.82	8.78	-0.81
21 Morocco	141,168	0.51	3.93	-0.1
22 Lebanon	138,214	4.07	9.15	-0.36
23 El Salvador	127,707	2.03	10.67	-0.37
24 Hungary	124,426	1.22	3.12	0.7
25 Trinidad and Tobago	120,327	9.37	18.35	-0.07
26 Haiti	152,710	1.92	4.93	-1.62
27 Nigeria	149,494	0.13	0.2	-1.38
28 Cuba	332,673	2.99	7.76	-1.14

Source: Governance data from Kaufman, Kraay and Mastruzzi  
High-skilled migrants abroad in high-income OECD from Docquier and Marfouk.

Le 23 décembre 2008, le gouvernement éthiopien a lancé le premier sub-sovereign corporate bond visant la diaspora pour financer l'Ethiopian Electric Power Corporation (EPCO) et résoudre enfin les problèmes récurrents d'électricité que subit le pays.

En Juillet 2009, le Népal annonçait un diaspora bond visant les travailleurs immigrés au Moyen Orient, en Corée du Sud et en Malaisie à travers les ambassades.

Ghana : Après le succès du « Golden Jubilee Saving Bond » d'un montant de 50 millions de dollars lancé en décembre 2007 sur le marché ghanéen, le cabinet de consultant SAS (Issue, Strategic African Securities Finance group) et le Ministère des Finances ont annoncé la mise en place d'opérations financières semblables sur les places financières étrangères : Cologne (Allemagne), Londres (Royaume Uni), Amsterdam (Pays Bas) et aux Etats-Unis.

Les Philippines ont annoncé un bond pour 2009 pour ses OFW (Overseas Foreign Workers).

L'émission récente de 500 millions de USD du Sri Lanka a été souscrite 13 fois (Les Echos 02/11/09).

D'autres pays explorent le lancement de diaspora bonds : la Grenade, la Jamaïque, le Liberia, le Maroc, le Rwanda, la Sierra Leone.

## **1.2 L'OITFM**

L'Observatoire International des Transferts de Fonds des Migrants des Pays les Moins Avancés (OITFM-PMA) est une organisation intergouvernementale créée à l'issue de la Conférence Ministérielle des Pays les Moins Avancés sur le renforcement de l'impact des transferts de fonds sur le développement qui s'est tenue à Cotonou au Bénin, les 09 et 10 février 2006.

L'OITFM (IMRO en anglais – International Migrant Remittances Observatory) est une institution qui représente les 49 PMA listés sur le site de l'UN OHRLLS et s'appuie sur son réseau de correspondants ministériels

<http://www.unohrlls.org/UserFiles/File/List%20-%20%20LDCs%20National%20Focal%20Points.pdf>

L'OITFM bénéficie en outre du soutien du PNUD, de l'OIM et de diverses coopérations bilatérales pour son budget de fonctionnement.

### **1.2.1 Mandat et missions de l'OITFM**

L'OITFM a pour mandat de contribuer à la diffusion de l'information sur les transferts des fonds des Migrants des Pays les Moins Avancés et de renforcer l'impact de ces transferts sur le développement des PMA. Les trois missions fondamentales de l'OITFM se présentent comme suit :

- a. Collecte et diffusion d'informations et de données statistiques en matière de transferts de fonds des migrants des PMA ;
- b. Réalisation de travaux de recherches utiles aux praticiens et aux décideurs, en vue d'améliorer les services de transferts de fonds des migrants des PMA ;
- c. Conception de politiques et de projets en vue d'augmenter l'impact des transferts de fonds sur le développement des PMA.

### **1.2.2 Objectifs de l'OITFM**

L'OITFM, directement ou par l'intermédiaire de ses points focaux dans les PMA contribue à réaliser les objectifs ci-après :

- \* Collecter et diffuser les informations et données statistiques de meilleure qualité en ce qui concerne les flux de fonds rapatriés, l'usage qui en est fait, les mécanismes de transferts et les bonnes pratiques ;
- \* S'appuyer sur l'expérience, les ressources statistiques et les réseaux disponibles au sein des organisations internationales, des institutions académiques, de recherche ou d'autres entités, pour recueillir les informations et entreprendre les travaux de recherche utiles aux praticiens et décideurs des PMA ;
- \* Observer les flux de rapatriements de fonds et développer des mécanismes appropriés pour conduire une analyse régulière et à long terme de l'évolution, des tendances et changements en matière de transferts de fonds ; \* Assister les PMA dans l'identification, la conception et le développement de politiques, de projets et d'activités relatifs aux transferts de fonds, afin d'améliorer les services de transferts disponibles et accroître leur impact sur le développement.

### **1.2.3 Les moyens humains et techniques de l'OITFM**

Eric ADJA est le directeur général de l'institution. Il est conseiller auprès du Président de la République du Bénin.

L'OITFM dispose d'un bureau et d'une équipe à Cotonou et vient d'ouvrir en Janvier 2010 le Bureau Genevois dirigé par Jean POUIT pour représenter l'OITFM en Europe.

Jean POUIT est expert en Microfinance depuis 22 ans dans 40 pays, il est le dirigeant fondateur de MyTransfer [www.mytransfer.net](http://www.mytransfer.net) , membre du board de la plateforme européenne de Microfinance. Il

fut tour à tour responsable informatique du Microfinance Information eXchange à Washington, directeur de la fondation RAFAD et du Fonds International de Garantie à Genève.

Un deuxième bureau OITFM sera créé prochainement à New York.

La mission des bureaux est la communication, la levée de fonds, le renforcement institutionnel, et le réseautage vers les associations de la diaspora et les partenaires publics et financiers.

Le premier budget annuel 2010 de l'organisation est évalué à 1.3 million de USD, notamment grâce à la contribution de la Turquie, du Bénin et des 49 PMAs.

La Conférence Ministérielle des Pays les Moins Avancés sur le renforcement de l'impact des transferts de fonds sur le développement qui fut l'acte fondateur de l'OITFM s'est tenue à Cotonou au Bénin, les 09 et 10 février 2006. Elle a regroupé :

- **PMAs participants** : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap Vert, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Haïti, Iles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, Rwanda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Samoa Samoa, Sao Tome e Principe, Sénégal, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yemen, Zambie ;

- **Pays observateurs** : Ghana et Nigéria.

**Institutions Financières participantes:** Banque Africaine de Développement, Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest, Banque Mondiale;

- **Diaspora and NGOs** : AFFORD UK, Avenir NEPAD International, Fonkoze, Fondation pour la démocratie en Afrique, Fondation pour l'Education, la Recherche et le Développement, Haut Conseil des Béninois de l'extérieur, Volontaires internationaux de conférence, Uganda Micro-Finance Union;

- **Organisations Internationales** : OIM, UN-OHRLLS, PNUD, UNCFD (Conférence des Nations Unies sur le financement du développement), OCDE.

## II Notre approche

Conscients du potentiel que représentent les migrants pour le développement du pays d'origine, l'OITFM a décidé de communiquer dès son lancement sur son projet phare, le Fonds Mondial de la Diaspora (World Diaspora Fund-FMD/WDF) qui pour la première fois, offrira aux migrants un véhicule d'investissement sécurisé qui contribuera au développement de leurs pays respectifs en associant les migrants à sa gouvernance.

Le fonds FMD/WDF évoluera donc rapidement vers un fonds commun de placement domicilié au Luxembourg ouvert à tous les migrants (au-delà des 49 PMA) et aux investisseurs publics et privés de la Microfinance désireux d'apporter un effet de levier à l'épargne des migrants.

Le fonds FMD/WDF investira au moyen de prêts, de garanties, voire de la prise de participations dans les institutions Microfinance du Sud au prorata de la répartition de ces investisseurs migrants (dans la mesure du possible et avec un effet de seuil minimum d'investissement).

Le fonds FMD/WDF entend offrir à ces investisseurs migrants et autres un rendement et une sécurité de placement comparable à celui des plus grands fonds Microfinance afin de constituer un placement attractif non seulement sur le plan de l'impact social mais aussi financier. Le rendement ne sera pas spéculatif par la recherche du risque mais plutôt un placement sûr.

En mars 2009, Bilan ([www.bilan.ch](http://www.bilan.ch)) notait que le Symbiotics Microfinance Index a réalisé des performances annuelles toujours comprises entre 5 et 6% <http://www.syminvest.com/microfinance-investment-vehicle/>

Comme la plupart des grands fonds, le FMD/WDF entend investir dans des entités supervisées et transparentes, non seulement sur le plan financier mais aussi via le reporting de la performance sociale sur le MIX.

La structure juridique du fonds pourrait être soit :

- une SICAV luxembourgeoise (SIF ou Part II) mais distribuable en théorie qu'en Suisse, Hollande et Luxembourg
- une SICAV off shore (moins couteuse)
- un diaspora bond UEMOA (zéro défaut émission obligataire en zone CFA - distribuable dans les ambassades des 49 PMA que nous représentons)
- un sub fund de fonds Microfinance existant
- un partenariat FIG RAFAD (le fonds et la fondation suisse dont Jean POUIT était le directeur)

La fondation suisse RAFAD (Recherche et Application de Financements Alternatifs au Développement [www.rafad.org](http://www.rafad.org)) qui a prouvé depuis 1985 et à travers son Fonds International de Garantie FIG ([www.fig-igf.org](http://www.fig-igf.org)) depuis 1996 une bonne maîtrise des risques de ses comités de garantie.

Avant la création de cette structure juridique, le fonds FMD/WDF sera représenté par la coopérative suisse de migrants qui sera l'un de ses organes de gouvernance.

### **II.1 Structure de gouvernance**

Coopérative suisse de migrants créée le 17 mars à Genève à la Mission du Bénin

Conseil d'administration du fonds : coopérative suisse Migrants, investisseurs publics et privés

Comité d'honneur : personnalités représentatives de la diaspora

Comités de crédit / garantie : comités de crédit/garantie FIG + experts en analyse bancaire + représentants des investisseurs et des migrants (1 Afrique/Haïti, 1 Asie/Pacifique)

## **II.2 Communication auprès des migrants et des investisseurs**

Des partenariats stratégiques seront établis avec des investisseurs publics et privés afin de définir des effets de levier entre la contribution des migrants et la leur. Pays par pays, les organismes publics de co-développement pourrait doubler ou tripler les fonds des migrants dans le FMD/WDF.

Les associations de migrants publieront dans leur bulletin de liaison des informations sur le FMD/WDF. Les garanties migrants offertes aux détenteurs de parts sociales sont également une incitation à investir.

Les trois axes de la communication seront le rendement, la sécurité et l'amour du pays d'origine.

Vecteurs de communication : Newsletter OITFM, bulletin de liaison des associations de migrants, dossiers de presse, réunion de migrants, participation aux événements de la diaspora, actions gouvernementales dans les 49 PMA de l'OITFM, marketing viral et social networking.

## **II.3 Données du fonds**

Domicile et nature du fonds	Luxembourg, Fonds Commun de Placement
Direction du fonds	World Diaspora Fund (migrants, investisseurs, OITFM)
Date de lancement	2010
Monnaie comptable du fonds	USD, classes en CHF et EUR
Indice de référence	L'objectif de rendement visé est supérieur au niveau du marché monétaire dans la monnaie du fonds
Bénéfices	Pas de versement, les bénéfices sont réinvestis
Commission de gestion	Max. 2.2% p.a.
Évaluation (calcul de la VNI)	La valeur nette d'inventaire (VNI) est calculée chaque mois au dernier jour ouvrable bancaire luxembourgeois (jour de l'évaluation).
Souscription minimale	100 USD / 100 CHF / 100 EUR
Emission / Achat de parts	Tous les mois
Reprise / Vente de parts	Tous les trimestres

Cout d'un fonds luxembourgeois :

Création de la Sicav : entre 35 000 et 40 000 euros  
 Frais annuels fixes (CSSF, Bourse de Luxembourg, Agent de transfert, Audit, Domiciliation et contrôle des risques) : entre 40 000 et 45 000 euros  
 Frais annuels variables (pour un actif net de 10 millions d'euros) : 0,40 % de l'actif net moyen par an

Cout d'un fonds off shore :

Set up USD7000  
 Cout mensuel : USD 1000 environ

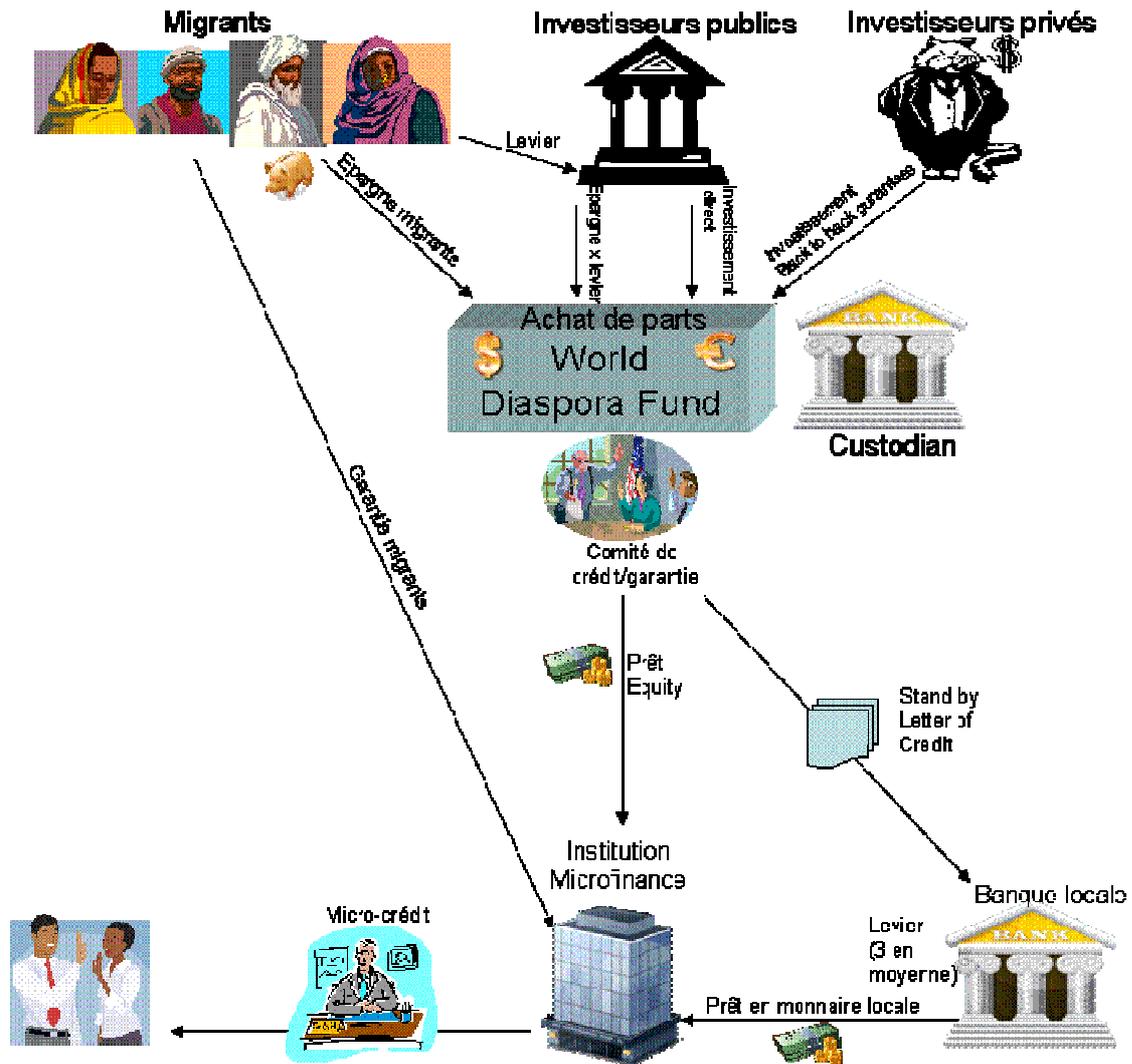


Schéma général de fonctionnement du WMF

## **II.4 La politique d'investissement du FMD/WDF**

Elle reste à définir conjointement avec les organes de gouvernance du fonds

### **II.4.1 Financements classiques**

#### II.4.1.1 Prêts aux IMFs

C'est le produit phare des fonds Microfinance et les prêts seront réalisés en monnaie forte, généralement en USD (certains PMA comme le Congo DRC ou Haiti sont dollarisés).

Les institutions Microfinance doivent être supervisées et transparentes en reportant leur performance financière et sociale sur le MIX (5 diamonds)

#### II.4.1.2 Garantie aux IMFs

Le FIG a bâti depuis 10 ans un modèle de pérennisation du fonds de garantie mais a montré également sa faible rentabilité probablement par sa taille.

La stand by letter of credit inconditionnelle sera limitée à un rôle d'incubation pour des IMFs à fort potentiel.

L'intérêt de ce type d'investissement est l'effet de levier (3 en moyenne, jusqu'à 20 pour une garantie de portefeuille). Si un migrant investit un EUR et que les autorités supportant le FMD/WDF investissent le double (schéma de type « Tres per uno »), le levier de 3 obtenu auprès des banques locales accordant le prêt à l'IMF permet de générer ainsi 9 EUR de micro crédits pour chaque Euro de migrant investi dans le FMD/WDF.

Elles peuvent être adossées à des garanties back to back accordées par de gros investisseurs comme le FIG le pratique déjà.

#### II.4.1.3 Prise de participations

Ce type d'investissement doit être considéré avec beaucoup de prudence et doit être fait l'objet d'une étude de risques.

### **II.4.2 Financements innovants**

#### II.4.2.1 Garantie migrants

Le migrant souhaite sortir sa famille du cercle de dépendance financière qui considère qu'il est plus aisé de lui demander une aide que de lancer une activité génératrice de revenus. La plupart des migrants ont souvent offert une aide à leur famille pour monter une activité productrice de revenus mais ces expériences ont souvent générés des demandes ultérieures de financement à tel point que le migrant préférerait avoir une IMF entre eux et leur famille.

Le migrant peut donc se porter partiellement caution sur un dossier de prêt introduit par un membre de sa famille auprès d'une IMF à hauteur des fonds investis dans le FMD/WDF. La garantie doit rester partielle pour partager le risque avec l'IMF qui aura la décision finale sur l'octroi du crédit pour garder la qualité de l'intermédiation de l'IMF.

#### II.4.2.2 Plateforme pour les diaspora bonds

Si les états des PMA disposent d'un lien privilégié avec leurs diasporas à travers leurs ambassades, ils ne disposent pas de la plateforme administrative et technologique pour faciliter en ligne la commercialisation des fonds et informer les migrants de manière régulière. Le FMD/WDF entend mettre en place une plateforme de services mutualisés en ligne pour les projets en cours de diaspora bonds.

#### II.4.2.3 Remittances groupées et investissements FMD/WDF

Les banques centrales des PMA offre souvent des produits d'épargne comme les Foreign Currency Deposit accounts visant les migrants de la diaspora. Ces comptes peuvent aussi être utilisés pour la

réduction des frais d'envoi des remittances par groupement mensuel du FMD/WDF si une part du virement mensuel est investi dans le FMD/WDF. Ex : pour 100 EUR investis mensuellement dans le FMD/WDF, 100 EUR sont envoyés **sans frais** au pays par un virement groupé par pays (engagement minimum de durée et détention d'un compte approprié chez un partenaire au pays d'origine). Ce sont les intérêts du placement FMD/WDF qui financent le virement groupé.

## Annexe Planning des activités de l'OITFM en 2010

ACTIVITES oui	INDICATEURS oui	CHRONOGRAMME oui			
		T1	T2	T3	T4
<b>Résultat 1-1 : Les données sur les transferts de fonds des migrants des PMA vers les trois pays pilotes sont recueillies.</b>					
<b>Activités 1-1-1</b> Recruter trois Consultants pour lancer une étude de collecte de données sur les transferts de fonds des migrants dans les trois pays pilotes.(Asie, Afrique et Amérique Latine)	Trois Consultants sont recrutés pour une étude sur la collecte de données relatives au transfert de fonds dans les trois pays pilotes	X			
<b>Activités 1-1-2</b> Collecter les informations relatives aux transferts de fonds des migrants vers les 3 pays pilotes d'origine.	Les informations relatives aux transferts de fonds des migrants sont collectées dans les 3 pays pilotes	X			
<b>Résultat 1-2 : Les structures et tendances des flux actuels sont identifiées</b>					
<b>Activités 1-2-1</b> Identifier les structures intervenant dans les transferts de fonds des migrants.	Les structures intervenant dans les transferts de fonds des migrants sont identifiées	X			
<b>Activités 1-2-2</b> Diagnostiquer les tendances des flux actuels sur les transferts de fonds des migrants.	Les tendances des flux actuels sont diagnostiquées.	X			

<b>Résultat 1-3 : Les mobiles et l'usage des fonds envoyés par les migrants sont déterminés suite à des études commises par l'OITFM/PMA.</b>					
<b>Activités 1-3-1</b> Rédiger les termes de référence pour une étude sur les mobiles et l'usage des fonds envoyés par les migrants	Un cabinet est commis pour réaliser une étude sur les mobiles et l'usage des fonds envoyés par les migrants		X		
<b>Activités 1-3-2</b> Réaliser une étude sur les mobiles et l'usage des fonds envoyés par les migrants dans les 3 pays pilotes	Une étude est réalisée sur les mobiles et l'usage des fonds envoyés par les migrants dans les 3 pays pilotes		X		
<b>Résultat 2-1 : Les acquis des trois pays pilotes PMA sur la gestion des transferts de fonds des migrants sont collectés et centralisés.</b>					
<b>Activités 2-1-1</b> Collecter les acquis des transferts de fonds des migrants par PMA	Les acquis des transferts de fonds des migrants sont collectés		X		
<b>Activités 2-1-2</b> Centralisés les acquis des transferts de fonds des migrants collectés par PMA.	Les acquis des transferts de fonds des migrants collectés sont centralisés			X	
<b>Résultat 2-2 : Une Plateforme est mise en place par l'OITFM pour partager les acquis collectés sur les services de transferts de fonds des migrants.</b>					
<b>Activités 2-2-1</b> Mettre en place un comité de mis en place de la plateforme de l'OITFM	Un comité de mis en place de la plateforme de l'OITFM est mis en place		X		
<b>Activités 2-2-2</b>	La plateforme de		X		

Mettre en place la plateforme de l'OITFM/PMA qui servira au partage des acquis collectés et des services de transferts de fonds des migrants.	l'OITFM/PMA est mise en place				
<b>Résultat 3-1 : Les Contraintes rencontrées par les émetteurs et les bénéficiaires des fonds des trois pays pilotes sont examinées périodiquement.</b>					
<b>Activités 3-1-1</b> Rédiger les termes de référence de l'étude sur les contraintes rencontrées par les émetteurs et bénéficiaires des fonds.	Les termes de référence pour réaliser une étude sur les contraintes rencontrées par les émetteurs et bénéficiaires des fonds sont réalisés			X	
<b>Activités 3-1-2</b> Réaliser l'étude sur les contraintes rencontrées par les émetteurs et bénéficiaires des fonds.	Une étude sur les contraintes rencontrées par les émetteurs et bénéficiaires est réalisée			X	
<b>Résultat 3-2 : Des solutions pratiques sont proposées pour aplanir les problèmes identifiés.</b>					
<b>Activités 3-2-1</b> Formuler des propositions de solutions pour aplanir les problèmes identifiés.	Des propositions de solutions pour aplanir les problèmes sont formulées			X	
<b>Activités 3-2-2</b> Soumettre les propositions de solutions aux migrants	Les propositions de solutions sont soumises aux migrants			X	
<b>Résultat 4-1 : Les politiques et pratiques courantes des transferts de fonds des migrants dans les trois PMA pilotes sont identifiées.</b>					
<b>Activités 4-1-1</b> Rédiger les termes de référence pour réaliser l'étude sur	Les termes de références pour une étude sur l'identification des politiques et				X

l'identification des politiques et pratiques courantes des transferts de fonds des migrants.	pratiques courantes des transferts de fonds des migrants sont rédigés				
<b>Activités 4-1-2</b> Réaliser l'étude sur la politique et les pratiques courantes des transferts de fonds des migrants.	Une étude est réalisée sur la politique et les pratiques courantes des transferts de fonds des migrants				X
<b>Résultat 4-2 : Les recommandations en vue d'améliorer l'impact de ces transferts de fonds sur les pays pilotes d'origine sont formulées périodiquement.</b>					
<b>Activités 4-2-1</b> Formuler des recommandations en vue de l'amélioration de l'impact de ces transferts de fonds sur les pays d'origine.	Des recommandations sont formulées pour l'amélioration de l'impact de ces transferts de fonds sur les pays d'origine				X
<b>Activités 4-2-2</b> Soumettre les recommandations sur l'impact des transferts de fonds des migrants sur les pays d'origine aux PMA.	Les recommandations sur l'impact des transferts de fonds des migrants sur les pays d'origine sont soumises aux PMA.				X
<b>R5-1 Le siège de l'OITFM/PMA est doté d'équipements de travail</b>					
<b>Activités 5-1-1</b> Evaluer le besoin en équipement de l'OITFM/PMA	Le document d'évaluation des besoins en équipements de l'OITFM/PMA est disponible	X			
<b>Activités 5-1-2</b> Equiper le siège de l'OITFM/PMA	Le siège de l'OITFM/PMA est équipé	X			